

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 10/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TESSENDERLO KERLEY FRANCE**

443, Boulevard Stalingrad  
76120 Le Grand-Quevilly

Références : UDRD.2024.10.R.08  
Code AIOT : 0005806101

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2024 dans l'établissement TESSENDERLO KERLEY FRANCE implanté 443, Boulevard Stalingrad 76120 Le Grand-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 25/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 09 septembre 2024 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le contrôle des installations électriques et des suites de la visite d'inspection du 28 octobre 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TESSENDERLO KERLEY FRANCE
- 443, Boulevard Stalingrad 76120 Le Grand-Quevilly
- Code AIOT : 0005806101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation TESSENDERLO KERLEY FRANCE du Grand-Quevilly est une entreprise spécialisée dans la production d'engrais et de fertilisants soufrés.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Fluides frigo/SAO/GESF
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 4.3.13	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
6	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 8.6.6.2	/	Sans objet
5	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
7	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
9	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, l'inspection des installations classées relève certaines non-conformités pour lesquelles l'exploitant a initié des démarches de mise en conformité. Dans l'optique d'accéder rapidement à sa régularisation, il est demandé à l'exploitant de poursuivre une campagne de surveillance des niveaux sonores complète pour 2025 et de procéder à une campagne d'analyse des eaux souterraines de son site par le prélèvement de ses 3 piézomètres avant le 31 décembre 2024. Cette campagne devra être complétée par une seconde campagne au maximum 6 mois plus tard afin de comparer les valeurs en période de basses et de hautes eaux.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées formule d'autres demandes sur les sujets suivants :- justification de l'emploi de biocide non oxydant en routine,- transmission du compte-rendu du dernier exercice POI,- le contrôle complet des installations électriques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prolifération de légionelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration et rapport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/02/2023</li> </ul>

### **Prescription contrôlée :**

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article.

#### **Constats :**

La dernière visite d'inspection dans les locaux de la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE a eu lieu le 28 octobre 2022. Suite au dépassement en légionelle du 20 août 2021, l'exploitant avait présenté à l'inspection les dispositions prises pour identifier la source de prolifération et mettre en place de nouvelles procédures (purges de bras morts quotidiennement notamment) afin d'éviter que cela ne se reproduise. Cependant, l'exploitant n'avait pas réalisé le contrôle prévu par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, dans les six mois suivant le dépassement. L'inspection demandait alors la réalisation d'un contrôle et la transmission du rapport afférent.

Questionné sur le sujet lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'analyse méthodique de risques de développement des *Legionella* dans sa tour aéroréfrigérante (TAR), élaboré par un bureau d'étude et daté du 28 mars 2023. Ce document conclut sur une bonne gestion du risque Légionelle, et recommande :

- la mise en place de formations ;
- la complétude de la stratégie de traitement ;
- la finalisation du plan de surveillance analytique ;
- la traçabilité de toutes les actions sur la TAR ;
- une vigilance de l'état de l'installation.

Depuis octobre 2021 aucun dépassement en concentration de *Legionella pneumophila* n'a été recensé au sein des installations.

En séance, l'exploitant a indiqué procéder à un test PCR chaque mardi de 1ère semaine du mois, puis à un second test selon la norme AFNOR le mardi de la 2nde semaine afin de déterminer le taux de bactéries dans la tour. Il estime l'utilisation d'anti-tartre anti-corrosion mieux dosé à présent.

Par ailleurs, l'exploitant a expliqué procéder chaque vendredi matin à l'emploi en routine de 4L de biocide non oxydant (OX909) durant 6 heures avant la purge du réseau.

L'inspection des installations classées rappelle que ce type de traitement ne devrait être employé qu'en cas de dernier recours.

**Demande n° 1 :** l'inspection des installations classées demande à ce que l'exploitant travaille sur une utilisation plus raisonnée de biocide non oxydant. L'emploi de ce produit peut par ailleurs s'entendre en cas de redémarrage. Il est rappelé que l'emploi en routine de biocide non oxydant doit être dûment justifié.

L'exploitant a indiqué à l'issue de la visite échanger prochainement avec les traiteurs d'eau du site pour viser une réduction de l'emploi de ces produits.

Par courrier électronique du 1er octobre 2024, celui-ci a transmis son tableau de suivi des échantillons TAR dont le suivi de l'écart entre oxydant libre et oxydant total lui permet le pilotage bactériologique de son installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des émissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/03/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure de la situation acoustique (niveau de bruit et de l'émergence) est effectuée dans un délai fixé dans le titre 12 du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>
<b>Constats :</b> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les derniers rapports d'audit acoustique réalisés les 27 mars 2024 (usine en marche) et 2 avril 2024 (usine à l'arrêt).</p> <p><b><u>Non-conformité n° 1 :</u></b> ces 2 rapports d'audit acoustique, emprunts de nombreuses inexactitudes, font état de dépassements aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du site. Néanmoins, ces dépassements ont également lieu lorsque le site est à l'arrêt. Interrogé sur ce paradoxe, l'exploitant a avancé l'hypothèse que ces dépassements pouvaient être générés par la circulation routière du boulevard plus importante ces derniers temps ainsi que par ses voisins proches. Il a indiqué que seul un groupe électrogène était susceptible d'être générateur de bruit dans ses installations.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées n'a pas noté de plainte de riverains vis-à-vis de l'activité de TESSENDERLO KERLEY FRANCE durant l'année écoulée.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à faire épurer par son prestataire le rapport de contrôle 2024 de ses incohérences ainsi qu'à réaliser une nouvelle campagne pour 2025. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la définition des horaires de nuit définis comme étant 22h - 7h (et non à partir de 21h).</p> <p><b><u>Demande n° 2 :</u></b> l'exploitant devra réaliser en 2025 une nouvelle campagne de surveillance des niveaux sonores.</p>

L'inspection des installations classées propose de synchroniser cette future visite avec le prochain grand arrêt du site de LAT NITROGEN, possiblement à l'origine de bruits parasites. Le rapport découlant de cette nouvelle campagne devra être plus éloquent dans ses conclusions que le précédent en nommant les sources de bruit notamment.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 3 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 8.6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice conjoint
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Les éléments pertinents de ce plan sont intégrés dans le P.O.I de Boréalys. Le projet de P.O.I est adressé pour avis au service de secours extérieur (SDIS). Le P.O.I doit être dûment opérationnel à la mise en service des installations.</p> <p>Les 2 P.O.I (Tessengerlo Kerley France et Boréalys) sont rendus cohérents notamment par :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un exercice commun du P.O.I est organisé régulièrement avec [LAT NITROGEN] (la durée séparant 2 exercices consécutifs ne devra pas être supérieure à 2 ans).</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le P.O.I. et ses mises à jour sont transmis au Préfet en 3 exemplaires (1 pour le SIRACED-PC, 2 pour la DREAL) et au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (au moins 2 exemplaires) .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées dispose dans ses armoires d'une version du plan d'opération interne (POI) de l'exploitant obsolète datant de septembre 2018.</p> <p><b><u>Demande n° 3 :</u></b> l'exploitant est invité à transmettre à l'inspection la dernière version de son POI en 2 exemplaires au format papier. Le second exemplaire sera destiné au service risques régional de la DREAL.</p> <p>L'exploitant a réalisé son dernier exercice POI le 14 septembre 2023 sur le scénario "effondrement réfractaire de l'incinérateur". Cet exercice a été réalisé conjointement avec le service pompier du site SEVESO voisin LAT NITROGEN.</p> <p><b><u>Demande n° 4 :</u></b> l'exploitant transmettra avant le 31 octobre 2024 le compte-rendu faisant état du retour d'expérience du dernier exercice POI réalisé sur site.</p> <p>L'exploitant a présenté au cours de l'inspection les prochains scénarios d'exercice POI prévus d'ici la fin d'année. Il est notamment prévu un scénario visant le repli des équipes de TESSENDERLO KERLEY FRANCE vers les infrastructures gérées par LAT NITROGEN.</p>



Enfin, le prestataire sécurité industriel de l'exploitant a réalisé la formation de 3 salariés au poste de directeur des opérations internes (DOI) qui devront assurer la coordination des opérations de secours conduites sur le site en cas d'accident. Une rotation d'astreinte à raison d'un DOI par semaine a été mise en place par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 4.3.13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance quinquennale

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant implante un réseau de 3 piézomètres au minimum au niveau du site (1 en amont du site et 2 en aval de l'exploitation) dans les 8 mois suivant la notification du présent arrêté. L'emplacement des piézomètres est déterminé sur la base d'une étude hydrogéologique réalisée par un organisme compétent, après accord des installations classées. L'étude hydrogéologique comprenant un projet d'implantation des piézomètres figurant sur un plan est transmise sous 6 mois à l'inspection des installations classées. Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après :

PARAMETRES	FREQUENCE REVISEE
pH	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Température	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Matières en suspensions totales (MEST)	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Hydrocarbures totaux	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Conductivité	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Nitrates	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Ammonium	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Niveau piézométrique	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Sulfates	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)

Les mesures sont réalisées dans les 12 mois suivant le démarrage des installations selon la périodicité détaillée dans le tableau précédent. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec des valeurs de référence (AM du 17/12/08, AM du 11/01/07 ...).

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF.

#### **Constats :**

**Non-conformités n° 2** : la dernière campagne de surveillance des eaux souterraines a eu lieu le 23 janvier 2019, soit il y a plus de 5 ans.

Par courrier électronique du 1er octobre 2024, l'exploitant a transmis un devis portant sur les prélèvements et analyses de 3 piézomètres du site et dont le premier prélèvement devait avoir lieu dès le 02 octobre 2024.

**Demande n° 5** : l'exploitant procédera avant le 31 décembre 2024 à une campagne d'analyse des eaux souterraines de son site par le prélèvement de ses 3 piézomètres. Cette campagne sera complétée par une seconde campagne au maximum 6 mois plus tard afin de comparer les valeurs en période de basses et de hautes eaux.

Ces 2 campagnes devront faire l'objet d'une transmission des rapports à l'inspection des installations classées accompagnés d'une comparaison des résultats amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe, d'une vérification de l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes et d'une comparaison des résultats aux valeurs de référence (AP du 18/11/20, AM du 17/12/08, AM du 11/01/07 ...).

Devant les démarches de mise en conformité initiées par l'exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de suite administrative. Ce point fera l'objet d'un récolement lors de la prochaine visite d'inspection.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 9 mois

#### N° 5 : Périodicité du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification périodique des installations électriques complété par l'envoi le 1er octobre 2024 du rapport Q18 associé et réalisé le 17 avril 2024. Le contrôle périodique des installations électriques a en conséquence bien été réalisé il y a moins d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  Le rapport Q18 fait état d'une vérification partielle des installations électriques du fait d'un général réseau public situé sur le site de LAT NITROGEN proche, de l'absence de protections différentielles testées et de la non fourniture du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) du site. L'exploitant a toutefois présenté ce document datant de 2017 à l'inspection au cours de la visite. Le Q18 conclut sur l'absence de risque d'incendie et d'explosion entraîné par les installations électriques vérifiées.

La dernière thermographie (Q19) effectuée le 25 juin 2024 fournit préalablement à la visite conclut quand à elle sur une vérification également partielle, avec l'absence d'anomalie constatée sur les équipements vérifiés. L'amélioration proposée dans ce document porte sur le maintien d'un contrôle annuel de l'installation électrique par thermographie infrarouge afin de détecter d'éventuels défauts de connexion pouvant être générés par l'oxydation des parties conductrices, l'environnement des matériels situés à l'extérieur étant particulièrement corrosif.

**Demande n° 6 :** l'exploitant a précisé à l'inspection stopper environ 30 jours par an son activité. Aussi, il profitera de cet arrêt et de celui de son voisin LAT NITROGEN duquel il est dépendant pour la consommation d'ammoniac pour réaliser une vérification complète de ses installations électriques avant le 30 avril 2025. Il veillera pour ce faire à transmettre à son prestataire l'intégralité des documents nécessaires au contrôle préalablement à la visite, dont notamment le DRPCE présenté en séance.

Le rapport issu de ce nouveau contrôle fera l'objet d'un envoi à l'inspection des installations classées dès réception et sera accompagné, le cas échéant, d'un plan d'action de mise en conformité.

Par courrier électronique du 1er octobre, l'exploitant a indiqué mener son prochain contrôle périodique des installations électriques entre le 28 mars et le 18 avril 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 7 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

##### **Prescription contrôlée :**

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

##### **Constats :**

L'exploitant a transmis par courrier électronique du 1er octobre son plan général d'actions correctives et d'améliorations. Des dires de l'exploitant, l'équipe de maintenance du site dispose des compétences nécessaires pour mener à bien ces actions dont celui-ci a fixé les échéances de travaux à début 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées au cours de la visite son plan de zonage ATEX issu du document relatif à la protection contre les explosions (version de 2017). Comme indiqué précédemment, ce document devra faire l'objet d'une transmission au prestataire en charge du prochain contrôle périodique des installations électriques pour mener à bien un contrôle complet des équipements.  En effet, le prestataire indiquait dans le dernier rapport de contrôle que <i>"nous vous rappelons que dans les locaux et/ou les zones considérés à risque particulier d'explosion (BE3), les mesures de continuités n'ont pas été réalisées. Notre vérification est limitée au contrôle visuel des équipements mis en œuvre dans le local et/ou la zone."</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 9 : Etat général visuel des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »  ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.  ...
<b>Constats :</b>  Lors de la visite sur le terrain, l'inspection n'a pas constaté de désordre lié à un vieillissement prématuré des équipements que compose l'installation. Au constat de tuyauteries décalorifugées, l'exploitant a indiqué procéder ainsi afin de limiter la présence d'humidité et permettre de surveiller l'évolution d'éventuelles dégradations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite